

figures; ce serait très délicat et difficile à faire. Par contre, ce qu'on pourrait faire, à des moments dans lesquels on a des difficultés d'approvisionnement, par exemple, le secteur est arrivé à sa pleine capacité d'utilisation, dans ce cas, ce qu'on pourrait faire, ce serait de jouer plus libéralement avec les importations et les exportations,—de faire pression à travers les importations.

M. LEFEBVRE: Avez-vous étudié le contrôle des prix un Angleterre, l'année dernière,—le contrôle des prix et des salaires.

M. THÜR: Oui.

M. LEFEBVRE: Que pensez-vous de cette façon de contrôle?

M. THÜR: Il y a un certain nombre de vues qui peuvent être obtenues, quand vous vous retrouvez devant une situation d'urgence nationale, et que vous avez beaucoup de difficulté d'obtenir ailleurs ce que vous voulez; ce qui veut dire, que, fondamentalement, la politique anglaise, si vous la regardez, en comparaison de la politique américaine, où il y a le niveau de «income policy», ce n'est pas très différent; c'est-à-dire, indirectement, c'est de donner un «guideline»—combien il peut être supportable, par rapport à la balance des paiements; les États-Unis ont tâché de faire la même chose. En Angleterre, cela a une bonne portée, car les syndicats sont fondamentaux, c'est toute une organisation différente; c'est-à-dire, si ça nous intéresse, on essaie de se conformer à ça. Est-ce que le Gouvernement va ensuite contrôler les organisations locales, si elles acceptent le principe? Quelques messieurs, disons, sont les conseillers du «pricing», et tâchent de s'en tenir à 3 p. 100, 2 p. 100. Il y a plus de gens en Angleterre qui sont impliqués, et vous avez une expérience, dans laquelle on s'est rendu compte, et le danger est que ça serait à la dérive dans deux mois.

M. LEFEBVRE: Si je comprends bien, vous dites que la cause principale de l'augmentation des prix au Canada était la demande faite par les États-Unis?

M. THÜR: En partie; ça dépend de quoi. Ce que je voulais dire,—que nous sommes dans une économie que j'appellerais, au sens mathématique, un dérivé de l'économie américaine.

M. LEFEBVRE: Je parle de l'an dernier, la guerre au Vietnam?

M. THÜR: Non, je n'ai pas l'impression que c'est la guerre vietnamienne qui a provoqué une hausse des prix ici.

M. LEFEBVRE: Vous ne le croyez pas?

M. THÜR: Non. La guerre au Vietnam a une certaine importance. Mais, disons que le champ militaire aussi a une importance fondamentale sur un certain nombre de secteurs extrêmement précis et limités. Je crois que les États-Unis se sont approchés du plein emploi, et le Canada aussi, et cela a été beaucoup plus décisif que la guerre au Vietnam, qui est un pur accident.

M. LEFEBVRE: Une dernière question; je vous suggère qu'au Canada, ce serait mieux, si les négociations des salaires étaient nationales?

M. THÜR: Oui.

M. LEFEBVRE: Oui, mais, avez-vous pensé comment est-ce qu'on peut faire ça, au Canada, avec notre système fédéral? Nous avons dix provinces.

M. THÜR: Oui. Malheureusement, j'ai pensé souvent . . .

M. LEFEBVRE: Nous avons dix provinces,—et quatre dans les Maritimes . . .

M. THÜR: Disons que la description nationale—j'envisage moins d'avoir, d'abord, un niveau gouvernemental. Ce que j'envisagerais, d'abord, c'est d'avoir des organismes responsables, du côté patronal, et du côté ouvrier qui, un moment donné—ce que je veux dire, disons que les secteurs comme tels, dans l'industrie du textile, par exemple—qu'on tâche d'avoir une politique du côté patronal, et du côté syndical, et qu'on tâche d'avoir une politique de ce que sera la politique des salaires, et des profits, au Canada. Je ne crois pas qu'il faille envisager ceci